



Collège d'autorisation et de contrôle

Avis n°06/2008

Contrôle de la réalisation des obligations de la société anonyme Belgacom Mobile (déclarée le 31 août 2005 en tant que distributeur de services de radiodiffusion par voie hertzienne terrestre numérique) pour l'exercice 2007

1. Introduction

En exécution de l'article 133 § 1^{er} 8 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, le Conseil supérieur de l'audiovisuel rend un avis sur la réalisation des obligations de Belgacom Mobile au cours de l'exercice 2007, en fondant son examen sur le rapport transmis par le distributeur de services au CSA.

Le présent avis porte sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007.

2. Inventaire des obligations du distributeur

- **Identification du prestataire, dont la transparence de ses structures de propriété et de contrôle (articles 6 §§ 2-3 et 75 § 2 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion) :**

Toutes les pièces demandées ont été communiquées par le distributeur. Les informations sont intégrées au dossier administratif constitué et tenu à jour par le CSA.

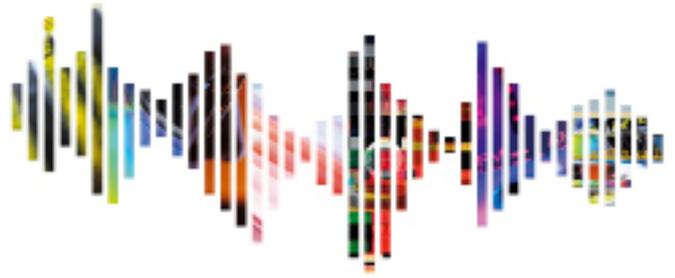
- **Offre de services (articles 75 § 2, 76, 84 §1^{er}, 85 et 86 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion) :**

L'ensemble des informations demandées a été transmis. Les données sont versées au dossier administratif constitué et tenu à jour par le CSA.

- **Péréquation tarifaire (article 76 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion) :**

Les informations ont été communiquées par le distributeur. Elles sont intégrées au dossier administratif constitué et tenu à jour par le CSA.

- **Relations avec les utilisateurs finaux (article 78 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion) :**



Précédemment, Belgacom Mobile avait désigné le Service de médiation pour les télécommunications. Ce dernier n'a reçu, durant l'année 2007, aucune plainte concernant l'activité de radiodiffusion du distributeur de services.

- **Promotion de la diversité culturelle et linguistique (articles 79 et 80 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion) :**

Toutes les informations nécessaires au contrôle n'ont pas été communiquées tant par le distributeur de services que par le Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias.

- **Présentation comptable (article 77 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion et Recommandation du Collège d'autorisation et de contrôle du CSA du 31 mai 2006 relative à la mise en œuvre de l'article 77) :**

Sur base du principe de proportionnalité et dans la mesure où l'offre restreinte de services ne rencontre qu'un nombre limité d'utilisateurs, le distributeur n'est pas soumis à l'obligation de l'article 77 du décret.

- **Ressources et services associés (articles 123 à 128 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion) :**

Toutes les informations demandées ont été transmises par le distributeur. Les données sont versées au dossier administratif constitué et tenu à jour par le CSA.

3. Avis du Collège d'autorisation et de contrôle

Dans la mesure où les plates-formes mobiles de services de radiodiffusion sont complémentaires aux offres fournies par câble (coaxial ou bifilaire) et vu le faible nombre d'utilisateurs actuels de l'offre audiovisuelle mobile de Belgacom Mobile, le Collège d'autorisation et de contrôle confirme son avis antérieur selon lequel il serait, à ce stade du développement du marché, disproportionné de retenir un manquement aux articles 84 §1^{er} et 86 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion dans le chef de Belgacom Mobile.

Sur base du principe de proportionnalité et dans la mesure où l'offre limitée de services est mise à disposition d'un nombre restreint d'utilisateurs, le Collège d'autorisation et de contrôle est d'avis qu'il serait, à ce stade du développement du marché, disproportionné de soumettre le distributeur à l'obligation de l'article 77 du décret.

S'agissant de la promotion de la diversité culturelle et linguistique, le Collège d'autorisation décide de reporter le contrôle de ces obligations au second semestre



2008, dans l'attente de l'obtention d'informations complémentaires de la part du distributeur de services et du Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias.

Nonobstant ces observations, le Collège d'autorisation et de contrôle est d'avis que Belgacom Mobile a respecté, pour l'exercice 2007, les obligations que lui impose le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

Fait à Bruxelles, le 29 mai 2008.